

"La nouvelle ère scandinave de l'Europe est en déclin" dans The Guardian (27 mars 1995)

Légende: Le 27 mars 1995, le quotidien britannique de gauche The Guardian analyse le changement d'attitude des pays nordiques face à l'Union européenne.

Source: The Guardian. 27.03.1995. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "Europe's Scandinavian new dawn fades", auteur:Mc Ivor, Greg , p. 12.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_nouvelle_ere_scandinave_de_l_europe_est_en_declin_dans_the_guardian_27_mars_1995-fr-c3b3c735-6e51-493b-a89f-ea4021849e04.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

La nouvelle ère scandinave de l'Europe est en déclin

Les Suédois se sentent dupés, et même les Finlandais europhiles s'inquiètent au sujet de la monnaie unique. En revanche la Norvège, qui a choisi de rester en dehors de l'Union européenne, apparaît satisfaite de son choix, alors que ses voisins regrettent leur adhésion, écrit Greg McIvor à Stockholm

Lorsque l'Union européenne a accueilli avec bienveillance les demandes d'adhésion de la part de la Suède, de la Finlande et de la Norvège au début des années 90, on nourrissait de grands espoirs à Bruxelles quant au fait que l'arrivée des pays nordiques pourrait redynamiser les efforts en vue d'une intégration européenne plus approfondie.

Aujourd'hui, cet optimisme s'est évaporé. Une vague d'euroscpticisme semble submerger la Scandinavie. Ces pays sont en proie au mécontentement des populations, qui reprochent à l'Union d'avoir échoué dans sa tentative de résoudre des problèmes économiques tels que le chômage.

En Norvège, pays où l'adhésion à l'Union européenne a été rejetée lors du référendum de 1994, le sentiment anti-européen a atteint les 65 %, sans que la réaction d'après référendum, tant attendue, ne se soit finalement réalisée.

Les mises en garde du gouvernement tout comme des entreprises, prédisant la perte de milliers d'emplois et la récession économique si le refus à l'adhésion devait l'emporter, ont été abruptement contredites par les événements.

Portée par l'essor des exportations de poisson et de pétrole, l'économie norvégienne est l'une des plus fortes d'Europe. Les menaces de la part des grandes entreprises de délocaliser la production vers les marchés voisins de l'Union européenne n'ont été, jusqu'à présent, que des fanfaronnades.

«L'establishment nous a dit que l'investissement chuterait, que la devise nationale s'affaiblirait et que les taux d'intérêt augmenteraient. C'est exactement le contraire qui s'est passé», explique Kjell-Erik Kallset, du mouvement norvégien *Nei till EU*.

L'importance de l'opposition vis-à-vis de Bruxelles a conduit le Premier ministre, Mme. Gro Harlem Brundtland, à exclure tout nouveau plébiscite sur l'Europe avant le siècle prochain.

«Le thème de l'Europe occupe, par ordre d'importance, le quatorzième rang dans les préoccupations de la population»

En Suède, pays qui a voté en faveur de l'adhésion par une courte majorité en 1994, le mécontentement quant aux bénéfices de l'adhésion s'est manifesté quasiment depuis le premier jour de l'appartenance à l'UE. Aujourd'hui, à peine un quart des électeurs se prononceraient en faveur du «oui», et la simple évocation du remplacement de la couronne par une monnaie européenne unique suscite une vive antipathie au sein de la population.

La Conférence intergouvernementale (CIG) n'a pas réussi à retenir l'attention, et seuls 18 % des Suédois disent en avoir entendu parler.

Une campagne de 12 millions de couronnes suédoises (1,2 millions de livres sterling) visant à promouvoir la CIG et financée par des fonds publics a échoué, certains districts s'étant révélés incapables de dépenser cet argent par manque d'intérêt.

«Le thème de l'Europe arrive aujourd'hui en quatorzième ou quinzième position par ordre d'importance dans les préoccupations quotidiennes de la population», indique Toivo Sjoren de l'institut de sondages Sifo.

Il ajoute que beaucoup de gens se sont sentis dupés par la campagne pro-UE qui a promis des taux d'intérêt plus bas et plus d'emplois si la Suède devait rejoindre l'Union.

Tout comme en Norvège, les événements ont défié les prévisions. Le chômage demeure à un niveau record et les taux d'intérêt sont toujours beaucoup plus élevés que dans le reste de l'Europe.

Les prix de l'alimentation, alors que l'on annonçait une diminution de l'ordre de 10 % grâce à la concurrence, ont légèrement augmenté dans la foulée de l'adhésion et restent aujourd'hui élevés.

En Finlande, par contre, les prix des produits alimentaires ont chuté de 10 % – en grande partie parce que les agriculteurs étaient moins préparés à l'impact de la concurrence que les fermiers suédois.

«Les prix de l'alimentation constituent le principal facteur de la popularité de l'UE. Les consommateurs peuvent constater un bénéfice concret dans leur porte-monnaie», explique un diplomate finlandais.

La Finlande, qui est le plus europhile des pays nordiques, est aussi celui qui manifeste le plus d'enthousiasme pour l'union économique et monétaire. La coalition menée par le Premier ministre social-démocrate, Paavo Lipponen, soutient fermement le concept, et des rumeurs circulent quant au fait que la Finlande pourrait prochainement rejoindre le mécanisme de taux de change de l'UE.

Toutefois, malgré une opinion publique très favorable à l'Europe, le soutien à une monnaie unique n'est pas unanime. Une enquête récente suggérait en effet que seuls 24 % des Finlandais étaient en faveur de ce projet, alors que 43 % se prononçaient contre.

L'opposition à l'UEM est encore plus ancrée en Suède, où les sociaux-démocrates sont très divisés sur la question. De nombreux observateurs pensent qu'il s'agit là de la plus grande menace à laquelle le parti ait été confronté, et certains ont averti qu'il pourrait y avoir une rupture au sein de la formation politique si l'UEM était imposée.

Au Danemark, la participation à l'UEM est devenue facultative, au même titre que d'autres questions, pour persuader les Danois de ratifier le traité de Maastricht en 1993.

Le Premier ministre, Poul Nyrup Rasmussen, a averti que toute tentative menée par un État membre de diluer la souveraineté danoise devrait être approuvée par un nouveau référendum.

Au fond d'eux-mêmes, certains ministres danois pensent que la participation à l'UEM pourrait être source d'importants avantages économiques, mais ils sont paralysés par l'opinion publique.

Un haut représentant a déclaré: «Le problème des sociaux-démocrates et du Danemark dans son ensemble est que nous sommes divisés sur la question européenne, et que cela dure depuis que nous avons décidé d'adhérer en 1972».